



## Avis conforme N° 2019-131

**Saisine par autorité administrative :** commune de Moulinet  
**Numéro de dossier :** DP 006 086 19 H 00002  
**Pétitionnaire :** FIARD Guy  
**Adresse :** 27 rue Garibaldi, 06500 CASTELLAR  
**Nature de la demande :** travaux en cœur de Parc national (nécessaires à une activité autorisée)  
**Nom du projet :** régularisation d'une installation de transport par câble avec cabanon abritant un moteur (treuil).  
**Localisation :** parcelles n°346 et 360 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta

**Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 3,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** la demande d'avis conforme de la commune de Moulinet en date du 26 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006 086 19 H 00002,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 26 avril 2019,

**Considérant** que les travaux présentés au dossier de déclaration préalable portent sur la construction d'un abri d'environ 1 m<sup>2</sup> abritant le moteur d'entraînement d'une installation de transport par câble,

**Considérant** que cette construction et cette installation câblée pré-existent à la déclaration, cette dernière ayant pour objectif de demander la régularisation administrative des travaux,

**Considérant** que l'installation câblée et l'abri du treuil sont présents en permanence sur l'Abietta, que le câble de transport est utilisé par la famille de Monsieur FIARD pour acheminer des matériaux divers, pour l'entretien des propriétés ainsi que pour l'acheminement de nourriture ou l'évacuation des déchets liés à l'usage d'habitation des lieux,

**Considérant** que l'utilisation de ce câble de transport permet *a priori* de limiter la création d'accès au travers des terrasses, qui seraient accessibles avec un véhicule terrestre motorisé tout-terrain et qui permettraient de faciliter la desserte des lieux,

**Considérant** que la motorisation du treuil est électrique, et qu'à ce titre elle génère peu de particules polluantes dans l'atmosphère et de perturbations dans l'environnement sonore des lieux lorsqu'elle est en fonctionnement,

**Considérant** à ce titre que l'installation est susceptible de correspondre à la modalité n°18 d'application de la réglementation du cœur en ce sens qu'elle permet de réduire les impacts environnementaux des activités liées à l'usage d'habitation des lieux,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande**

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de régularisation des travaux tels que décrits au dossier n°DP 006 086 19 H 00002 déposé par Monsieur FIARD Guy.

Ces travaux correspondent à la construction d'un abri moteur relié à un câble de transport, situé parcelles n°360 et 346 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta ;

### **Article 2 : Prescriptions**

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

2.1. Les câbles seront équipés de dispositifs de visualisation régulièrement espacés et entretenus pour limiter les risques de collision pour les oiseaux nocturnes ou les ongulés sauvages (type drapeau à damier pouvant passer dans les poulies sans provoquer de dysfonctionnement, ou tout autre système équivalent).

2.2. Les peintures du portique en acier sont une source potentielle de pollution toxique au fur et à mesure de leur dégradation dans le temps ; leur entretien doit donc être régulier et ne générer aucun rejet (type poussière de ponçage) ni débris dans le milieu (écailles).

2.3. L'entretien des bois de l'abri doit être réalisé à l'aide de produits naturels, leur remplacement par des bois naturellement imputrescible étant vivement conseillé à terme.

### **Article 3 : Règles de caducité**

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux complémentaires prescrits (2.1) ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable n° DP 006 086 19 H 00002.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

## Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Moulinet, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 mai 2019



Le Directeur

Christophe VIRET

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.